

# Un géant économique, un nain politique

Il fut une époque où l'on disait Communauté européenne. De nos jours, on parle d'Union européenne. Et alors, lancent les fervents défenseurs de l'Europe! Comme si nous étions contre. Bien entendu que le projet est séduisant et que nous sommes prêts à le défendre; en émettant toutefois certaines réserves.

Ainsi donc, le projet initial de quelques pays européens était de s'associer en une communauté. L'union fait la force. Mais à quoi peut donc servir cette force? On peut s'associer pour diverses raisons. Les seules qui préoccupent les principaux pays membres de l'Union européenne ce sont la puissance économique et les bénéfices financiers qui en découlent. Tout le reste vient après. Le chômage, le respect des droits de l'Homme ou encore de la planète ne sont pas des priorités pour les instances politiques qui nous gouvernent. Seule prime la production de richesse qui est l'unique critère qui détermine si un pays se porte bien ou non. Nous sommes, au sein de l'Union européenne comme dans le reste du monde, pris dans une logique de marchands qui n'a d'autre souci que le profit.

Bien entendu, il n'est pas dans nos intentions de prôner la suppression de la libre entreprise pour une intervention constante de l'Etat. Mais des garde-fous semblent indispensables afin de ne pas tout concevoir en fonction du gain. La distribution de l'eau, par exemple, devrait toujours être du ressort de l'Etat. Entre ultra-libéralisme et planification étatique, il reste une marge pour que s'établisse un système destiné à garantir

le bien-être des êtres humains avant l'application des décisions des conseils d'administration des multinationales.

Or, l'entente européenne n'existe que dans le domaine des affaires et du commerce. Dès qu'il s'agit de se concerter pour prendre collectivement des mesures visant à endiguer, par exemple, le chômage et la pauvreté, des spécialistes surgissent pour expliquer qu'il est très difficile de mettre au point un tel programme commun. Pourtant, dans le domaine de l'aérospatial, la mise au point des fusées Ariane est une entre-

---

**Entre ultra-libéralisme et planification étatique, il reste une marge pour que s'établisse un système destiné à garantir le bien-être des êtres humains.**

---

prise européenne de tout premier ordre qui démontre clairement qu'une entente est possible et qu'elle peut devenir une réussite. Bien entendu, dans le cadre d'Ariane, ce résultat débouche sur une commercialisation des services offerts par l'agence spatiale européenne. Si une telle entreprise de haute technologie, exigeant un travail d'équipe, a vu le jour au sein de l'Union européenne, il est fort probable que la bonne volonté des Etats membres peut aussi permettre de combattre le chômage et la précarité. Mais il s'agit là de choix de société qu'on ne veut pas prendre car ils mettent en cause les systèmes mercantiles

sur lesquels reposent les accords européens.

Face à certaines situations, l'Union européenne pourrait s'unir pour peser de tout son poids sur le plan international. Mais il n'existe qu'une politique extérieure commune vague, car chaque Etat ne pense qu'à préserver ses propres intérêts. Cet égoïsme aveugle ôte toute crédibilité à l'Union européenne, car celle-ci ne respecte aucune éthique où l'Homme occupe la place centrale. Or, l'Union européenne pourrait exiger de ses partenaires politiques et économiques qu'ils soient de véritables démocraties. Au lieu de cela, on ferme les yeux sur les agissements dictatoriaux de la Chine qui représente un marché immense. Quant à certains produits importés au sein de l'Union, on préfère ignorer qu'ils sont le fruit du travail d'enfants-esclaves et on les laisse impunément se répandre sur le marché européen.

On le sait, le drame du Rwanda n'est pas une simple guerre tribale. Certains pays de l'Union européenne ont été des partenaires économiques et politiques privilégiés du Rwanda. De pertinentes recherches ont mis au jour des responsabilités que ces pays européens refusent de reconnaître. Il n'est jamais question, au sein de l'Union, de discussions destinées à harmoniser les rapports avec les pays étrangers. Chacun fait ce qui lui plaît, sans scrupules et sans s'autoriser de quelconques réserves face à telle ou telle attitude de ses voisins. Cette situation rend dès lors les interventions dans des régions embrasées très difficiles. En



effet, elles auraient comme conséquence paradoxale de mettre en action des forces politiques et armées impliquées dans le conflit et par conséquent non plus neutres comme ce devrait être le cas. Ainsi, l'Union européenne reste sans réaction véritable, évitant de créer en son sein des crises diplomatiques majeures.

Si une éthique commune existait, et que chaque pays de l'Union ait réellement le même poids politique, cela ne pourrait plus être le cas. Or il est clair que des pays comme l'Irlande, le Portugal ou la Grèce n'ont pas le même pouvoir de décision que la France, l'Allemagne ou le Royaume Uni. Cette situation ne s'explique que parce que la puissance économique est l'unique élément pris en considération. Il semble évident que les grands potentiels économiques de l'Union prennent des décisions que les autres se doivent de suivre.

Au nom de l'édification économique européenne les Etats s'affranchissent d'une responsabilité primordiale: le partage des richesses pour le bien être de leurs citoyens. Cette attitude balaye les préoccupations moins mercantiles qui ont pour souci d'offrir à tous une vie décente. Et que ceux qui prétendent que l'activité économique ultra-libérale est l'unique manière d'accéder au bien-être des populations nous expliquent pourquoi 50 millions de personnes vivent, au sein de l'Union européenne, en-dessous du «seuil de pauvreté».

**Luc Koedinger et Frédéric Humbel  
de GUERNICA**

*(Voir une présentation de Guernica  
page 48)*

*George Grosz,  
Stützen der Gesellschaft, 1926*